

ANNECY

BONNEVILLE

CHAMBÉRY

GRENOBLE

GRÉSY-SUR-AIX

SALLANCHES

THONON-LES-BAINS

VILLE-LA-GRAND

GENÈVE

LA PASSERELLE

14 chemin du Martinet

74200 THONON LES BAINS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

**Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions
réglementées**

COFIDEST AUDIT

Arcopole A

2 impasse de la Source

74200 Thonon-les-Bains

04 50 71 62 66

COFIDEST.COM

ANNECY

BONNEVILLE

CHAMBÉRY

GRENOBLE

GRÉSY-SUR-AIX

SALLANCHES

THONON-LES-BAINS

VILLE-LA-GRAND

GENÈVE

LA PASSERELLE

14 chemin du Martinet

74200 THONON LES BAINS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

COFIDEST AUDIT

Arcopole A

2 impasse de la Source

74200 Thonon-les-Bains

04 50 71 62 66

COFIDEST.COM



LA PASSERELLE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'ASSOCIATION LA PASSERELLE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association LA PASSERELLE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

1



Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

2



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à THONON LES BAINS,
Le 5 juin 2025
Le commissaire aux comptes

SAS COFIDEST AUDIT
Cyrille FAYETTE
Associé

BILAN ACTIF

| ACTIF | Exercice au 31/12/2024 | | | Exercice au 31/12/2023 |
|--|------------------------|--------------|----------------|------------------------|
| | Brut | Amort/prov | Net | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 13 094,61 € | 7 726,35 € | 5 368,26 € | 744,33 € |
| FRAIS D'ETABLISSEMENT | - € | - € | - € | - € |
| FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT | - € | - € | - € | - € |
| DONATIONS TEMPORAIRES D'USUFRUIT | - € | - € | - € | - € |
| CONCES. BREVETS LICENCES LOGICIELS DROITS & VAL SIMILAIRES | 13 094,61 € | 7 726,35 € | 5 368,26 € | 744,33 € |
| AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | - € | - € | - € | - € |
| AVANCES ET ACOMPTES (INCORPORELLES) | - € | - € | - € | - € |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 1 249 622,22 € | 434 788,00 € | 805 835,22 € | 77 513,63 € |
| TERRAINS | 84 965,88 € | - € | 84 965,88 € | - € |
| CONSTRUCTIONS | 481 473,34 € | 9 471,61 € | 472 001,73 € | - € |
| INSTALLATION TECHNIQUE, MAT ET OUTILLAGE INDUS. | 468 784,19 € | 425 316,39 € | 43 467,80 € | 71 513,63 € |
| IMMOBILISATIONS EN COURS | 205 399,81 € | - € | 205 399,81 € | 6 000,00 € |
| AVANCES ET ACOMPTES | - € | - € | - € | - € |
| BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES | - € | - € | - € | - € |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 21 170,49 € | - € | 21 170,49 € | 23 472,21 € |
| PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES | - € | - € | - € | 100,00 € |
| AUTRES TITRES IMMOBILISES | - € | - € | - € | - € |
| PRETS | - € | - € | - € | - € |
| AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 21 170,49 € | - € | 21 170,49 € | 23 372,21 € |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISE (1) | 1 274 888,32 € | 442 514,35 € | 832 373,97 € | 101 730,17 € |
| STOCKS ET EN-COURS | - € | - € | - € | - € |
| MATIERES PREMIERES, APPROVISIONNEMENTS | - € | - € | - € | - € |
| EN-COURS DE PRODUCTION DE BIENS | - € | - € | - € | - € |
| EN-COURS DE PRODUCTION DE SERVICES | - € | - € | - € | - € |
| PRODUITS INTERMEDIAIRES ET FINIS | - € | - € | - € | - € |
| MARCHANDISES | - € | - € | - € | - € |
| CREANCES D'EXPLOITATION | 195 017,14 € | 51 720,94 € | 143 296,20 € | 97 501,55 € |
| CREANCES CLIENTS, USAGERS ET COMPTES RATTACHES | 115 178,18 € | 51 720,94 € | 63 457,24 € | 25 043,02 € |
| CREANCES RECUES PAR LEGS ET DONATIONS | - € | - € | - € | - € |
| AUTRES CREANCES | 79 838,96 € | - € | 79 838,96 € | 72 458,53 € |
| VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT | - € | - € | - € | - € |
| INSTRUMENTS DE TRESORERIE | - € | - € | - € | - € |
| DISPONIBILITES | 864 927,57 € | - € | 864 927,57 € | 1 095 969,13 € |
| CHARGES CONSTATEES D'AVANCE | 15 543,00 € | - € | 15 543,00 € | 10 618,00 € |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT (2) | 1 075 487,71 € | 51 720,94 € | 1 023 766,77 € | 1 204 088,68 € |
| FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS (3) | - € | - € | - € | - € |
| PRIMES DE REMBOURSEMENTS DES OBLIGATIONS / EMPRUNTS (4) | - € | - € | - € | - € |
| ECART DE CONVERSION ACTIF (5) | - € | - € | - € | - € |
| TOTAL GENERAL | 2 350 376,03 € | 494 235,29 € | 1 856 140,74 € | 1 305 818,85 € |

**Le Commissaire
aux comptes**

BILAN PASSIF

| PASSIF | Exercice au 31/12/2024 | Exercice au 31/12/2023 |
|---|---------------------------|---------------------------|
| FONDS PROPRES | | |
| FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE | | |
| FONDS PROPRES STATUTAIRES | - € | - € |
| FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES | 105 680,94 € | 105 680,94 € |
| FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE | | |
| FONDS PROPRES STATUTAIRES | - € | - € |
| FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES | - € | - € |
| ECART DE REEVALUATION | - € | - € |
| RESERVES | | |
| RESERVES STATUTAIRES OU CONTRACTUELLES | - € | - € |
| RESERVES POUR PROJET DE L'ENTITE | 145 144,76 € | 132 573,17 € |
| AUTRES RESERVES | - € | - € |
| REPORT A NOUVEAU | 236 249,99 € | 356 032,39 € |
| EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE | 78 968,39 € | 26 213,81 € |
| SITUATION NETTE (1) | 566 044,08 € | 568 072,69 € |
| AUTRES FONDS | | |
| SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | 3 645,69 € | 5 208,12 € |
| PROVISIONS REGLEMENTEES | - € | - € |
| TOTAL AUTRES FONDS (2) | 3 645,69 € | 5 208,12 € |
| TOTAL FONDS PROPRES (1 + 2) | 569 689,77 € | 573 280,81 € |
| FONDS REPORTES LIES AUX LEGS ET DONATIONS | - € | - € |
| FONDS DEDIES | 212 392,36 € | 57 050,00 € |
| TOTAL FONDS REPORTES ET DEDIES (3) | 212 392,36 € | 57 050,00 € |
| PROVISIONS POUR RISQUES | - € | 25 257,10 € |
| PROVISIONS POUR CHARGES | 87 492,00 € | - € |
| TOTAL PROVISIONS (4) | 87 492,00 € | 25 257,10 € |
| DETTES | | |
| DETTES FINANCIERES | | |
| EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET ASSIMILES (TITRES ASSOCIATIFS) | | |
| EMPRUNTS ET DETTES AUPRES D'ETABLISSEMENTS DE CREDIT | 517 500,00 € | - € |
| EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS | 7 750,00 € | 10 530,00 € |
| DETTES D'EXPLOITATION | | |
| DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES | 141 767,46 € | 87 214,27 € |
| DETTES DES LEGS OU DONATION | - € | - € |
| DETTES FISCALES ET SOCIALES | 295 577,06 € | 262 454,53 € |
| DETTES DIVERSES | | |
| DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES | - € | - € |
| AUTRES DETTES | 3 330,09 € | 482,14 € |
| PRODUITS CONSTATES D'AVANCE | 20 642,00 € | 289 550,00 € |
| TOTAL DETTES (5) | 986 566,61 € | 650 230,94 € |
| ECARTS DE CONVERSION PASSIF (6) | - € | - € |
| TOTAL GENERAL | 1 856 140,74 € | 1 305 818,85 € |

COMPTE DE RÉSULTAT

| COMPTE DE RESULTAT | Exercice au 31/12/2024 | Exercice au 31/12/2023 |
|---|---------------------------|---------------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | |
| COTISATIONS | 220,00 € | 270,00 € |
| VENTES DE BIENS | - € | - € |
| VENTES DE PRESTATIONS DE SERVICE | - € | - € |
| VENTES DE BIENS ET SERVICES | - € | - € |
| CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS D'EXPLOITATION | 2 668 678,07 € | 2 582 314,49 € |
| VERSEMENT. DES FONDATEURS OU CONSOMMAT. DOTATION CONSOMPT. | - € | - € |
| RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | 6 090,00 € | 3 745,76 € |
| CONTRIBUTIONS FINANCIERES | - € | - € |
| PRODUITS DE TIERS FINANCEURS | - € | - € |
| REPRISES / AMORT., DEPRECIAT. PROV. ET TRANSFERT CHGS | 14 012,77 € | 9 244,30 € |
| UTILISATIONS DES FONDS DEDIES | - € | - € |
| AUTRES PRODUITS | 242 328,98 € | 181 796,44 € |
| TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (1) | 2 931 329,82 € | 2 777 370,99 € |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | |
| ACHATS DE MARCHANDISES | - € | - € |
| VARIATION DE STOCK | - € | - € |
| AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES | 876 666,48 € | 803 828,46 € |
| IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES | 104 916,09 € | 115 195,63 € |
| SALAIRES ET TRAITEMENTS | 1 257 978,43 € | 1 267 591,55 € |
| CHARGES SOCIALES | 539 298,55 € | 541 835,82 € |
| DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS | 52 075,64 € | 44 703,87 € |
| DOTATIONS AUX PROVISIONS | 6 495,00 € | - € |
| REPORTS EN FONDS DEDIES | - € | - € |
| AUTRES CHARGES | 7 585,79 € | 6 984,42 € |
| TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (2) | 2 845 015,98 € | 2 780 139,75 € |
| RESULTAT D'EXPLOITATION (1-2) | 86 313,84 € | 2 768,76 € |
| PRODUITS FINANCIERS | | |
| DE PARTICIPATION | - € | - € |
| D'AUTRES VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE | - € | - € |
| AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES | 25 919,93 € | 5 994,60 € |
| REPRISES SUR PROVISIONS, DEPRECIATIONS ET TRANSFERT DE CHARGE | - € | - € |
| DIFFERENCES POSITIVES DE CHANGE | - € | - € |
| PRODUITS NETS SUR CESSIONS VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT | - € | - € |
| TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (3) | 25 919,93 € | 5 994,60 € |
| CHARGES FINANCIERES | | |
| DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS | - € | - € |
| INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES | 11 924,08 € | - € |
| DIFFERENCES NEGATIVES DE CHANGE | - € | - € |
| CHARGES NETTES SUR CESSIONS DE VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT | - € | - € |
| TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (4) | 11 924,08 € | - € |
| RESULTAT FINANCIER (3-4) | 13 995,85 € | 5 994,60 € |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |
| SUR OPERATIONS DE GESTION | 8 347,10 € | 12 563,00 € |
| SUR OPERATIONS EN CAPITAL | 4 908,03 € | 1 752,45 € |
| REPRISES SUR PROVISIONS, DEPRECIATIONS ET TRANSFERT DE CHARGES | 25 257,10 € | - € |
| TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (5) | 38 512,23 € | 14 315,45 € |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | |
| SUR OPERATIONS DE GESTION | 37 834,36 € | 16 869,00 € |
| SUR OPERATION EN CAPITAL | 16 390,17 € | 749,00 € |
| DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS | - € | 25 257,10 € |
| TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (6) | 54 224,53 € | 42 875,10 € |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL (5-6) | - 15 712,30 € | 28 559,65 € |
| PARTICIPATION DES SALAIRES AUX RESULTATS (7) | - € | - € |
| IMPOTS SUR LES BENEFICES (8) | 5 629,00 € | 880,00 € |
| TOTAL DES PRODUITS (1+3+5) | 2 995 761,98 € | 2 797 681,04 € |
| TOTAL DES CHARGES (2+4+6+7+8) | 2 916 793,59 € | 2 823 894,85 € |
| RESULTAT | 78 968,39 € | 26 213,81 € |

1. OBJET SOCIAL

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

« L'Association a pour but, tant par ses moyens d'actions personnels, qu'avec l'aide et le concours de personnes morales ou physiques ou groupements, la gestion dans le Chablais de structures d'accueil, d'hébergement et d'accompagnement à destination de personnes ou familles en difficulté, en lien avec les politiques sociales. »

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le "projet de notre entité" pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres

2. NATURE ET PÉRIMÈTRE DES ACTIVITÉS OU MISSIONS SOCIALES RÉALISÉES

La nature des activités ou missions sociales réalisées pendant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Accueil Mère - Enfant,
- Accueil d'Urgence,
- L'aide à l'insertion et à la réalisation,
- L'accompagnement vers et dans le logement des usagers.

**Le Commissaire
aux comptes**

3. DESCRIPTION DES MOYENS MIS EN OEUVRE

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- **Investissements :** acquisition de locaux (bureaux et stockage), logiciels informatiques et ordinateur.
- **Ressources humaines**
- **Autres moyens/dépenses engagées :**
 - Location d'appartements pouvant accueillir les personnes en difficulté,
 - Entretien général/dépenses de fonctionnement.

4. FAITS CARACTÉRISTIQUES D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVE, DE L'EXERCICE ET POSTÉRIEURES À LA CLÔTURE

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

- L'Association a acquis le 30/05/2024 des locaux situés boulevard du Pré-Cergues à Thonon-les-Bains.
- Des travaux importants de réhabilitation ont été effectués sur le bâtiment de la Margelle. Ces travaux ont pris fin début 2025.
- L'Association a connu des difficultés de recrutement sur plusieurs postes. Les salariés en arrêt n'ont pas toujours pu être remplacés et certains postes ont donc été vacants une bonne partie de l'année.
- L'Association a signé le 27/06/2024 un CPOM avec l'Etat pour la période 2025/2029.

4.2 Faits caractéristiques postérieures à la clôture

Aucun événement significatif n'est à signaler depuis la clôture de l'exercice.

**Le Commissaire
aux comptes**

5. PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

5.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

5.1.1 Changement de méthode comptable

Les engagements liés aux indemnités de départ à la retraite ont été provisionnés, alors qu'auparavant ils étaient uniquement mentionnés en annexe. Le montant de provision calculé au 31/12/2023 a été imputé sur le report à nouveau et seule la dotation complémentaire pour l'exercice 2024 a été comptabilisée en charge.

5.1.2 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

5.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative.

5.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

5.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables. Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.
- Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achats, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

**Le Commissaire
aux comptes**

6. INFORMATIONS RELATIVES AUX POSTES DU BILAN

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'évènements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet. A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

6.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable. L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

**Le Commissaire
aux comptes**

6.1.1 Amortissements de l'actif immobilisé (brut)

| Rubriques | Valeur brute à l'ouverture de l'exercice | Augmentations | Diminutions | Valeur brute à la clôture de l'exercice |
|--------------------------------------|--|---------------------|--------------------|---|
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Concessions, brevets, licences | 8 884,64 € | 6 630,00 € | 2 420,03 € | 13 094,61 € |
| TOTAL | 8 884,64 € | 6 630,00 € | 2 420,03 € | 13 094,61 € |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | - € | 84 965,88 € | - € | 84 965,88 € |
| Constructions | - € | 481 473,34 € | - € | 481 473,34 € |
| Install. Tech., mat., outillage | 51 044,36 € | - € | - € | 51 044,36 € |
| Install. Générales, ag. Am. Divers | 186 687,06 € | - € | 7 927,44 € | 178 759,62 € |
| Matériel de transport | 148 546,14 € | - € | 5 969,00 € | 142 577,14 € |
| Mat bur., informatique, mobilier | 101 964,98 € | 985,09 € | 6 547,00 € | 96 403,07 € |
| Immobilisations en cours | 6 000,00 € | 199 399,81 € | - € | 205 399,81 € |
| TOTAL | 494 242,54 € | 766 824,12 € | 20 443,44 € | 1 240 623,22 € |
| Immobilisations financières | | | | |
| Prêts et autres immo. Financières | 23 472,21 € | 3 378,28 € | 5 680,00 € | 21 170,49 € |
| TOTAL | 23 472,21 € | 3 378,28 € | 5 680,00 € | 21 170,49 € |
| Total général | 526 599,39 € | 776 832,40 € | 28 543,47 € | 1 274 888,32 € |

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

| Rubriques | Amortissements cumulés au début de l'exercice | Augmentations : dotation de l'exercice | Diminutions d'amortissements de l'exercice | Amortissements cumulés à la fin de l'exercice |
|--------------------------------------|---|--|--|---|
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Concessions, brevets, licences | 8 140,31 € | 2 006,07 € | 2 420,03 € | 7 726,35 € |
| TOTAL | 8 140,31 € | 2 006,07 € | 2 420,03 € | 7 726,35 € |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Constructions | - € | 9 471,61 € | - € | 9 471,61 € |
| Install. Tech., mat., outillage | 50 382,36 € | 378,24 € | - € | 50 760,60 € |
| Install. Générales, ag. Am. Divers | 151 801,20 € | 7 552,48 € | 3 089,26 € | 156 264,42 € |
| Matériel de transport | 123 871,25 € | 10 333,20 € | 5 969,00 € | 128 235,45 € |
| Mat bur., informatique, mobilier | 90 674,10 € | 5 928,82 € | 6 547,00 € | 90 055,92 € |
| TOTAL | 416 728,91 € | 33 664,35 € | 15 605,26 € | 434 788,00 € |
| Total général | 424 869,22 € | 35 670,42 € | 18 025,29 € | 442 514,35 € |

6.1.3 Amortissements et dépréciations – État de rapprochement entre ouverture et clôture

| Amortissement et dépréciation | Début de l'exercice | Augmentations | | Diminutions | | Fin de l'exercice |
|-------------------------------|---------------------|--------------------|--------------|--------------------|--------------|---------------------|
| | | Amortissement | Dépréciation | Amortissement | Dépréciation | |
| Incorporelles | 8 140,31 € | 2 006,07 € | - € | 2 420,03 € | - € | 7 726,35 € |
| Corporelles | 416 728,91 € | 33 664,35 € | - € | 15 605,26 € | - € | 434 788,00 € |
| TOTAL | 424 869,22 € | 35 670,42 € | - € | 18 025,29 € | - € | 442 514,35 € |

6.1.4 Dépréciations de l'actif immobilisé

Néant

**Le Commissaire
aux comptes**

6.1.5 Coût d'emprunt

Notre entité n'intègre aucun coût d'emprunt à l'actif.

6.2 Actif circulant

6.2.1 Stocks et en cours

L'association n'a pas de produit et de marchandise en stock. Le secteur d'activité dans lequel elle réalise sa mission sociale n'a pas pour but de produire ou acheter des biens fongibles.

6.2.1.1 Charges constatées d'avance et écart de conversion actif

Le montant total des charges constatées d'avance s'élève à 15 543,00€ au 31/12/2024.

Pour rappel, elles s'élevaient à 10 618,00€ au 31/12/2023.

| Nature | Date période | | Montants | | |
|---|--------------|------------|--------------------|------------|--------------|
| | Début | Fin | Exploitation | Financier | Exceptionnel |
| Foncia loyer bd Carnot | 01/01/2025 | 31/01/2025 | 661,00 € | - € | - € |
| Quadiant location machine à affranchir | 31/08/2024 | 30/08/2025 | 270,00 € | - € | - € |
| Foncia charges Pré Cergues bât principal | 01/01/2025 | 30/06/2025 | 883,00 € | - € | - € |
| Foncia charges Pré Cergues bât secondaire | 01/01/2025 | 31/03/2025 | 693,00 € | - € | - € |
| Blanchet maintenance VMC | 25/04/2024 | 25/04/2025 | 383,00 € | - € | - € |
| ACI maintenance Foyer'Soft | 01/01/2025 | 31/03/2025 | 207,00 € | - € | - € |
| Ageval maintenance | 01/02/2024 | 31/01/2025 | 224,00 € | - € | - € |
| Arche maintenance Keopss | 01/06/2024 | 31/05/2025 | 268,00 € | - € | - € |
| PC Mac Web maintenance annuelle | 01/05/2024 | 30/04/2025 | 3 733,00 € | - € | - € |
| APAC assurances | 01/01/2025 | 31/12/2025 | 7 531,00 € | - € | - € |
| Optimex Data honoraires | 01/12/2024 | 28/02/2025 | 390,00 € | - € | - € |
| Pécules AME | 01/01/2025 | 31/01/2025 | 300,00 € | - € | - € |
| TOTAL | | | 15 543,00 € | - € | - € |

6.3 Tableau des dépréciations de l'actif

| Rubriques | Dépréciations au début de l'exercice | Augmentations : dotation de l'exercice | Diminutions : reprise de l'exercice | Dépréciations à la fin de l'exercice |
|-------------------------------|--------------------------------------|--|-------------------------------------|--------------------------------------|
| Immobilisations incorporelles | - € | - € | - € | - € |
| Immobilisations corporelles | - € | - € | - € | - € |
| Stocks | - € | - € | - € | - € |
| Usagers | 39 895,76 € | 16 405,22 € | 4 580,04 € | 51 720,94 € |
| Immobilisations financières | - € | - € | - € | - € |
| Total | 39 895,76 € | 16 405,22 € | 4 580,04 € | 51 720,94 € |

*Le Commissaire
aux comptes*

6.4 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014- 03 relatif au plan comptable général.

6.4.1 Tableau de variation des Fonds propres

| Variation des fonds propres | A l'ouverture | Affectation du résultat | Augmentation | Diminution ou consommation | A la clôture |
|--|---------------------|-------------------------|--------------------|----------------------------|---------------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | 105 680,94 € | - € | - € | - € | 105 680,94 € |
| Fonds propres avec droit de reprise | - € | - € | - € | - € | - € |
| Ecart de réévaluation | - € | - € | - € | - € | - € |
| Réserves | - € | - € | - € | - € | - € |
| Réserves pour projet de l'entité (1) | 132 573,17 € | - € | 12 571,59 € | - € | 145 144,76 € |
| Report à nouveau (2) | 356 032,39 € | - € | - € | 119 782,40 € | 236 249,99 € |
| Excédent ou déficit de l'exercice | - 26 213,81 € | 26 213,81 € | 78 968,39 € | - € | 78 968,39 € |
| Situation nette (sous-total) | 568 072,69 € | 26 213,81 € | 91 539,98 € | 119 782,40 € | 566 044,08 € |
| Fonds propres consommables | - € | - € | - € | - € | - € |
| Subventions d'investissement | 5 208,12 € | - € | 1 562,43 € | - € | 3 645,69 € |
| Provisions réglementées | - € | - € | - € | - € | - € |
| TOTAL | 573 280,81 € | 26 213,81 € | 89 977,55 € | 119 782,40 € | 569 689,77 € |
| (1) "dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée" | 132 573,17 € | - € | 12 571,59 € | - € | 145 144,76 € |
| (2) "dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée" | 46 835,94 € | - € | - € | 168 438,12 € | 121 602,18 € |

6.4.1.1 Fonds propres sans droit de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité, ou, s'agissant d'une fondation, de la dotation statutaire et des dotations complémentaires non consommables. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

| Libellé | Solde au début de l'exercice | Augmentation | Diminution | Solde à la fin de l'exercice |
|--|------------------------------|--------------|------------|------------------------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | | | | |
| Patrimoine intégré | 28 209,76 € | - € | - € | 28 209,76 € |
| Apport sans droit de reprise | 77 471,18 € | - € | - € | 77 471,18 € |

**Le Commissaire
aux comptes**

6.4.1.2 Tableau de variation des fonds propres avec droits de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité, ou, s'agissant d'une fondation, de la dotation statutaire et des dotations complémentaires non consommables. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

| Libellé | Solde au début de l'exercice | Augmentation | Diminution | Solde à la fin de l'exercice |
|--|------------------------------|--------------|----------------|------------------------------|
| Fonds propres avec droits de reprise | | | | |
| Subventions d'investissement sur biens renouvelables | 5 208,12 € - | 1 562,43 € | - € | 3 645,69 € |
| Réserves | 132 573,17 € | 12 571,59 € | - € | 145 144,76 € |
| Report à nouveau | 46 835,94 € | - € | 168 438,12 € - | 121 602,18 € |
| Excédent de l'exercice | - 26 213,81 € | 78 968,39 € | - 26 213,81 € | 78 968,39 € |

6.4.2 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribué à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention. Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés. Notre entité a choisi :

De reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan (traitement comptable appliqué rétrospectivement dès le 1er exercice ouvert à compter du 1er janvier 2020 aux subventions affectées à des biens renouvelables).

| | Solde à l'ouverture de l'exercice | Variations de l'exercice | | Solde à la clôture de l'exercice |
|---------------------------------|-----------------------------------|--------------------------|------------|----------------------------------|
| Subventions d'investissement | Montant global | Augmentation | Diminution | Montant global |
| Montant nominal | 56 678,15 € | - € | - € | 56 678,15 € |
| Quotes-parts virées au résultat | - 51 470,03 € | - 1 562,43 € | - € | - 53 032,46 € |
| Montant net en fonds propres | 5 208,12 € | - 1 562,43 € | - € | 3 645,69 € |

6.4.3 Provisions réglementées

Néant.

6.5 Provision pour risques et charges

6.5.1 Provisions pour litiges

La provision de 25 257,10€ comptabilisé au 31 décembre 2023 dans le cadre d'un litige avec une salariée a été reprise sur l'exercice 2024.

6.5.2 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

La provision pour indemnité de départ en retraite a été évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées conformément au Règlement 2013-02 de l'ANC.

Les principales hypothèses sont les suivantes à la date de clôture :

- Age de départ à la retraite : 64 ans (avant suivant l'année de naissance de la personne)
- Taux d'actualisation financier : 4%
- Taux d'augmentation des salaires : 1,50%
- Table de mortalité INSEE 2018-2020
- Turnover cadre : 9% par an jusqu'à 55 ans et 0% après
- Turnover non cadre : 30% jusqu'à 25 ans, 20% jusqu'à 35 ans, 10% jusqu'à 45 ans et 5% jusqu'à 55 ans
- Charges patronales non cadres : 41%
- Charges patronales cadres : 48%

| Engagements retraite | Provisionné | Non provisionné | Total |
|---|-------------|-----------------|-------------|
| Indemnités de départ en retraite | 87 492,00 € | - € | 87 492,00 € |
| Engagements de pension à d'anciens dirigeants | - € | - € | - € |
| Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite | - € | - € | - € |

6.6 Dettes

6.6.1 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 20 642€ € et se décomposent comme suit :

| Nature | Date période | | Montants | | |
|------------------------------|--------------|------------|--------------|-----------|--------------|
| | Début | Fin | Exploitation | Financier | Exceptionnel |
| Subvention Places Hivernales | 01/11/2024 | 31/03/2025 | 20 400,00 € | - € | - € |
| Subvention IML Soliha | 01/01/2025 | 31/12/2025 | 242,00 € | - € | - € |
| TOTAL | | | 20 642,00 € | - € | - € |

**Le Commissaire
aux comptes**

Pour rappel, en N-1 les produits constatés d'avance s'élevaient à 289 550 € et se décomposaient comme suit :

| Nature | Date période | | Montants | | |
|---|--------------|------------|---------------------|-----------|--------------|
| | Début | Fin | Exploitation | Financier | Exceptionnel |
| Subvention Travaux Margelle | 01/01/2024 | 31/12/2024 | 56 580,00 € | - € | - € |
| Subvention Places HU | 01/01/2024 | 31/12/2024 | 136 875,00 € | - € | - € |
| Subvention FVV | 01/01/2024 | 31/12/2024 | 58 800,00 € | - € | - € |
| Subvention Places Hivernales | 01/11/2023 | 31/03/2024 | 19 800,00 € | - € | - € |
| Subvention Revalorisation SEGUR | 01/01/2024 | 31/12/2024 | 13 563,00 € | - € | - € |
| Subvention Revalorisation valeur du point | 01/01/2024 | 31/12/2024 | 3 932,00 € | - € | - € |
| TOTAL | | | 289 550,00 € | - € | - € |

6.7 Etat des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice

| ETAT DES CREANCES | Montant brut | A un an au plus | A plus d'un an |
|--|---------------------|---------------------|----------------|
| De l'actif immobilisé | | | |
| Créances rattachées à des participations | - € | - € | - € |
| Prêts | - € | - € | - € |
| Autres | - € | - € | - € |
| De l'actif circulant | | | |
| Créances clients et Comptes rattachés | 115 178,18 € | 115 178,18 € | - € |
| Autres | 79 838,96 € | 79 838,96 € | - € |
| Charges constatées d'avance | 15 543,00 € | 15 543,00 € | - € |
| TOTAL | 210 560,14 € | 210 560,14 € | - € |

| | |
|--|--|
| Prêts Accordés en cours d'exercice | |
| Remboursements obtenus en cours d'exercice | |

| ETAT DES DETTES | Montant brut | A 1 an au plus | Entre 1 et 5 ans | A plus de 5 ans |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Emprunts obligataires convertibles | - € | - € | - € | - € |
| Autres emprunts obligataires | - € | - € | - € | - € |
| Emprunts et dettes auprès des ets de crédit | | | | |
| - A 1 an maximum à l'origine | 517 500,00 € | 10 018,43 € | 174 486,38 € | 332 995,19 € |
| - A plus d'un an à l'origine | - € | - € | - € | - € |
| Emprunts et dettes financières divers | 7 750,00 € | 7 750,00 € | - € | - € |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 141 767,46 € | 141 767,46 € | - € | - € |
| Dettes fiscales et sociales | 295 577,06 € | 295 577,06 € | - € | - € |
| Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés | - € | - € | - € | - € |
| Autres dettes | 3 330,09 € | 3 330,09 € | - € | - € |
| Produits constatés d'avance | 20 642,00 € | 20 642,00 € | - € | - € |
| TOTAL | 986 566,61 € | 479 085,04 € | 174 486,38 € | 332 995,19 € |

| | |
|---|--------------|
| Emprunts souscrits en cours d'exercice | 517 500,00 € |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice | - € |
| Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture | |

7. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général.

7.1 Produits du compte de résultat

7.1.1 Cotisations

Cotisations des adhérents pour 220,00€

7.1.2 Ventes de biens et services

- Participation des usagers : 141 744,38€
- Autres produits des activités annexes : 12 212,60€
- Assurance des usagers : 2 127,59€

7.1.3 Produits de tiers financeurs

7.1.3.1 Concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

7.1.3.2 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits. Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits. Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et

destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaire

Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent. Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « Reports en fonds dédiés » en contrepartie du passif « Fonds dédiés sur subvention d'exploitation ». La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance. Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « Provisions pour risques et charges ».

7.1.3.3 Tableau des subventions et concours publics

| Nature du concours ou de la subvention | 2024 | 2023 |
|--|----------------|----------------|
| Subventions d'exploitation | 925 027,07 € | 1 007 407,46 € |
| Concours public | 1 743 651,00 € | 1 574 907,03 € |

7.1.3.4 Ressources liées à la générosité du public

7.1.3.4.1 Dons manuels

Les dons manuels monétaires sont des ressources reçues sous forme d'espèces, de chèques ou de virement et destinés au soutien financier des actions de l'association. L'engagement de donner, formalisé ou non par écrit, n'a aucune valeur juridique. Seule la transmission effective des valeurs au bénéficiaire constitue le fait générateur.

Les dons manuels s'élèvent à 6 090,00€ au 31/12/2024

7.1.3.4.2 Mécénats

Le mécénat est un soutien financier ou matériel apporté par une personne morale ou une personne physique à une action ou une activité d'intérêt général. L'association n'a pas bénéficié de mécénat au titre de l'exercice 2024

7.2 Charges du compte de résultat

7.21 Achats de marchandises et variation des stocks

Principalement des charges de loyers.

7.22 Aides financières

Néant.

7.23 Impôts, taxes et versements assimilés

Païement de la taxe sur les salaires et de la formation professionnelle continue.

7.24 Salaires et traitements, charges sociales

La masse salariale s'élève à 1.797 K.€

7.25 Dotations aux amortissements et aux dépréciations

Les dotations aux amortissements s'élèvent à 35 670,42€ contre 28 541,56€.

7.26 Dotations aux provisions

Les dotations aux provisions comprennent les dépréciations clients et une provision pour litige.

7.3 Résultat financier

Le résultat financier s'élève à 13 995,85€.

- Produits : intérêts des livrets, compte sur livret et comptes à terme pour 25 919,93€.
- Charges : intérêts des emprunts : 11 924,08€.

7.4 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

7.4.1 Produits à recevoir

| Produits à recevoir | 31/12/2024 | 31/12/2023 |
|--------------------------------|--------------------|--------------------|
| Fournisseurs avoirs à recevoir | 6 363,07 € | 22 333,00 € |
| Organismes produits à recevoir | 12 796,82 € | 2 338,86 € |
| Etat produits à recevoir | 56 510,00 € | 41 084,35 € |
| Intérêts courus à recevoir | 6 814,54 € | 5 994,60 € |
| TOTAL | 82 484,43 € | 71 750,81 € |

**Le Commissaire
aux comptes**

| Détail des produits à recevoir | 31/12/2024 | 31/12/2023 |
|--------------------------------|--------------------|--------------------|
| Avoir à recevoir | 6 363,07 € | 22 333,00 € |
| Indemnités journalières | 6 011,60 € | 288,32 € |
| Remboursement de formation | 6 785,22 € | 2 050,54 € |
| Subventions | 56 510,00 € | 41 084,35 € |
| Intérêts bancaire | 6 814,54 € | 5 994,60 € |
| TOTAL | 82 484,43 € | 71 750,81 € |

7.42 Quote-part de résultat sur opérations faites en commun

Produits et charges imputables à un autre exercice

- Charges sur exercices antérieurs : 37 834,36€.
- Produits sur exercices antérieurs : 8 347,10€.

7.43 Quote-part de résultat sur opérations faites en commun

Charges à payer au 31/12/2024

| Charges à payer | 31/12/2024 | 31/12/2023 |
|-------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Honoraires CAC | 6 500,00 € | 6 300,00 € |
| Eaux | 2 102,00 € | 2 564,00 € |
| Electricité | 12 079,81 € | - € |
| Gaz | 9 004,03 € | - € |
| Copies | 658,00 € | - € |
| Repas | 8 556,00 € | 5 004,00 € |
| Ateliers | 300,00 € | - € |
| Charges locatives | 3 091,00 € | - € |
| Famille parrainage | 297,00 € | - € |
| Provision congés payés | 103 138,97 € | 92 632,58 € |
| Régularisation salaires | - € | 604,59 € |
| RTT | 2 164,58 € | - € |
| Prime partage de la valeur | 7 780,27 € | - € |
| Charges sociales sur provision CP | 50 002,09 € | 45 278,81 € |
| Charges sur régularisation salaires | - € | 687,17 € |
| Charges sur RTT | 1 247,66 € | - € |
| TOTAL | 206 921,41 € | 153 071,15 € |

**Le Commissaire
aux comptes**

7.4.4 Charges et produits exceptionnels

| Produits exceptionnels | 31/12/2024 | 31/12/2023 |
|--|--------------------|--------------------|
| Sur opérations de gestion | 8 347,10 € | 12 563,00 € |
| Sur opérations en capital | 4 908,03 € | 1 752,45 € |
| Reprise sur provisions, dépréciations et transferts de charges | 25 257,10 € | - € |
| TOTAL | 38 512,23 € | 14 315,45 € |
| | | |
| | | |
| Charges exceptionnelles | 31/12/2024 | 31/12/2023 |
| Sur opérations de gestion | 37 834,36 € | 16 869,00 € |
| Sur opérations en capital | 16 390,17 € | 749,00 € |
| Dotations aux provisions, dépréciations et transferts de charges | - € | 25 257,10 € |
| TOTAL | 54 224,53 € | 42 875,10 € |

7.4.5 Transferts de charges

Transfert de charges liées à l'exploitation : 9 432,73€.

7.4.6 Honoraires des commissaires aux comptes

| | 31/12/2024 | 31/12/2023 |
|--|-------------------|-------------------|
| Au titre de la mission de contrôle légal des comptes | 6 500,00 € | 6 480,00 € |
| Honoraires totaux | 6 500,00 € | 6 480,00 € |

**Le Commissaire
aux comptes**

8. AUTRES INFORMATIONS ET ENGAGEMENTS DONT OPÉRATIONS ET ENGAGEMENTS ENVERS LES DIRIGEANTS

81 Donations temporaires d'usufruit antérieures non immobilisées

Néant.

82 Engagement reçu des donateurs

Néant.

83 Dons en nature destinés à être cédés (engagements reçus)

Néant.

84 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Néant.

85 Informations concernant les contributions volontaires non renseignées au pied du compte de résultat

Néant.

86 Libéralités acceptées par l'association pour lesquels un délai d'opposition administrative existe

Néant.

**Le Commissaire
aux comptes**

9. INFORMATIONS RELATIVES À L'EFFECTIF

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

| | Personnel salarié |
|-----------------------------------|-------------------|
| Cadres | 7 |
| Agents de maîtrise et Techniciens | |
| Employés | 27 |
| Ouvriers | |
| Total | 34 |

10. AUTRES INFORMATIONS RELATIVES AUX OPÉRATIONS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

10.1 Les engagements de retraites et avantages assimilés

Notre entité a pris la décision de comptabiliser les engagements retraite à partir de cet exercice. Le montant total de notre engagement s'élève à 87.492,00€.

Les principales hypothèses sont les suivantes à la date de clôture :

- Age de départ à la retraite : 64 ans (avant suivant l'année de naissance de la personne)
- Taux d'actualisation financier : 4%
- Taux d'augmentation des salaires : 1,50%
- Table de mortalité INSEE 2018-2020
- Turnover cadre : 9% par an jusqu'à 55 ans et 0% après
- Turnover non cadre : 30% jusqu'à 25 ans, 20% jusqu'à 35 ans, 10% jusqu'à 45 ans et 5% jusqu'à 55 ans
- Charges patronales non cadres : 41%
- Charges patronales cadres : 48%

10.2 Engagements pris en matière de crédit-bail

Néant

10.3 Engagements pris en matière d'emprunt

L'Association a souscrit un emprunt auprès de la Société Générale de 1.100.000€ en 2024. Cet emprunt a été débloqué à hauteur de 517.500€ sur l'exercice.

Garanties : hypothèques et privilèges immobiliers : 1.100.000€. (Bâtiment du Pré-Cergues).

Commissaire
aux comptes

ANNECY
BONNEVILLE
CHAMBÉRY
GRENOBLE
GRÉSY-SUR-AIX
SALLANCHES
| THONON-LES-BAINS
VILLE-LA-GRAND
GENÈVE

LA PASSERELLE

14 chemin du Martinet

74200 THONON LES BAINS

**Rapport spécial du commissaire aux comptes
sur les conventions réglementées**

Exercice clos le 31 décembre 2024



LA PASSERELLE

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'Association LA PASSERELLE,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

En application de l'article R.612-7 du Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes mentionnées à l'article L 612-5 dudit Code, qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

1.1 Subventions versées par la Mairie d'EVIAN LES BAINS

Membre concerné :

Mairie d'EVIAN LES BAINS

Modalités :

La Mairie d'EVIAN LES BAINS a octroyé à votre Association des subventions pour un montant total de 15 000 € sur l'exercice 2024.

 1



1.2 Subventions versées par l'Agglomération de THONON LES BAINS

Membre concerné :

L'Agglomération de THONON LES BAINS

Modalités :

La Mairie de THONON LES BAINS a octroyé à votre Association des subventions pour un montant total de 84 400 € sur l'exercice 2024.

1.3 Subventions versées par la Mairie de PUBLIER

Membre concerné :

Mairie de PUBLIER

Modalités :

La Mairie de Publier a octroyé à votre Association des subventions pour un montant total de 14 000 € sur l'exercice 2024.

Fait à THONON LES BAINS,
Le 5 juin 2025
Le commissaire aux comptes

SAS COFIDEST AUDIT
Cyrille FAYETTE
Associé